

régime d'allocations progressives de bonne conduite pour les détenus des pénitenciers de la province, le gouvernement envisagerait-il d'adopter un régime analogue pour les détenus des pénitenciers fédéraux?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député demande une déclaration de politique. Je pense que sa question devrait être inscrite au *Feuilleton* ou le député pourrait demander au ministre de faire une déclaration à l'appel des motions.

M. Gilbert: Une question supplémentaire...

M. l'Orateur: Le député pourrait peut-être poser une autre question.

M. Gilbert: Monsieur l'Orateur, le solliciteur général peut-il dire si le gouvernement envisage de présenter une mesure tendant à établir ou à augmenter les allocations de bonne conduite pour les détenus des pénitenciers fédéraux?

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, le gouvernement a étudié cette idée, mais il n'a pris aucune décision encore à ce sujet.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'ORGE—LA VENTE DU SURPLUS

M. George Muir (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'ai une question urgente à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce, mais comme il est absent depuis quelques jours, je m'adresserai au très honorable premier ministre. Comme nous avons vendu cette année 11 millions de boisseaux d'orge de moins qu'au cours de la période correspondante l'an dernier, le gouvernement envisage-t-il d'envoyer des agents commerciaux chez nos acheteurs habituels d'orge en vue d'accélérer la vente des 200 millions de boisseaux entreposés au Canada?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le ministre m'apprend qu'à la suite des entretiens d'hier, il compte faire demain une déclaration à la Chambre au sujet des grains.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LES INTERVIEWS TÉLÉVISÉES À PROXIMITÉ DE LA CHAMBRE

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre au sujet d'un problème dont la Chambre ne peut plus désormais se désintéresser, c'est-à-dire la diffusion immédiate de ses délibérations grâce à des moyens électroniques. Le premier ministre et ses collègues voudraient-ils étudier la question et peut-être

indiquer, par l'intermédiaire du leader à la Chambre, comment nous pourrions débattre cette affaire et même prendre une décision à ce sujet?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je me demande dans quelle mesure cette affaire relève du gouvernement ou de l'Orateur, mais je l'examinerai volontiers. Je ne crois pas qu'il s'agisse de prendre une décision—car il a été entendu que n'aurions pas de télévision à la Chambre—mais de savoir s'il ne conviendrait pas de modifier la situation actuelle, et c'est ce que nous étudierons en temps voulu.

LES FINANCES

LA MAINMISE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES SUR LE MARCHÉ DES CAPITAUX

M. Max Salisman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Lui a-t-on signalé une déclaration faite par un directeur de la Banque de la Nouvelle-Écosse, selon laquelle les institutions financières ont attiré les épargnes des Canadiens vers elles à dessein pour empêcher le gouvernement d'y avoir accès? S'il en est ainsi, le ministre entend-il enquêter sur ces tentatives de mainmise sur le marché canadien des capitaux?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, cette question est très générale; je préférerais prendre connaissance de l'article en question avant de le commenter. Je dirais qu'en général le gouvernement canadien n'a pas eu de difficulté à emprunter de l'argent. Cela n'a vraiment pas été un problème. C'est plutôt l'intérêt que tous les emprunteurs canadiens et du monde entier doivent payer qui crée un problème.

M. Salisman: Monsieur l'Orateur, comme le gouvernement devra recourir au marché de l'argent sous peu, le ministre pourrait-il étudier la situation au cas où cette tentative devrait nuire à la prochaine émission d'obligations du gouvernement?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

[Français]

QUESTION POSÉE AU CABINET

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur l'Orateur, je désire poser ma question au très honorable premier ministre.

Étant donné qu'il vient de déclarer à Toronto que le gouvernement éprouve beaucoup de difficultés à tenir la population bien renseignée au sujet des activités gouvernementales, aurait-il quelques propositions à